

## **Motion CGT-FO du lycée Paul Valéry (75)**

Les sections CGT et FO de la Cité scolaire Paul Valéry tiennent à manifester à l'intention du doyen de l'Inspection et plus largement du recteur leur opposition à l'adoption de tout protocole ou plan local d'évaluation. L'an passé, les 10 % de contrôle continu pour le baccalauréat ont conduit à la multiplication de pressions des parents et des élèves.

Profitant de la crise sanitaire, J-M Blanquer a décidé de passer le contrôle continu pour le baccalauréat à 40%. Après avoir démantelé le BAC, empêchant une épreuve nationale et anonyme, le ministère nous demande en ce début d'année scolaire de formaliser et de valider par un CA le contrôle continu afin d'entériner l'instauration d'un BAC strictement local, ce que nous avons dénoncé et que nous continuons à dénoncer. Nous nous opposons à cette déréglementation tous azimuts avec un baccalauréat maison et une évaluation maison. Nous refusons, comme le propose le « guide de l'évaluation » (qui n'a aucune valeur réglementaire) que le travail des enseignants soit ainsi encadré et soumis à toutes pressions possibles. Aucun projet de Plan local d'évaluation ne saurait être opposable à la liberté pédagogique des enseignants. Aucun projet de Plan local d'évaluation ne permettrait l'égalité de traitements de nos élèves avec les élèves des autres établissements. Nous refusons l'établissement d'une surveillance réciproque des personnels, au nom d'échanges pédagogiques entre pairs.

Ce projet – si nous y participions – consacrerait la mise en place de diplômes maisons et de règles de fonctionnement locales, mais aussi une remise en cause frontale de nos statuts. Nous sommes fonctionnaires d'Etat. Nous refusons en conséquence de participer au travail de réflexion autour du plan local d'évaluation et réaffirmons que l'évaluation relève de la liberté pédagogique de l'enseignant, seul capable d'estimer en fonction du niveau de ses élèves, de sa progression, du contexte et des différentes contraintes, la solution la plus adaptée à sa classe. (...) Parce que les préconisations pour le contrôle continu soumettent les élèves à une pression permanente peu propice aux apprentissages, parce que les enseignants ne sont pas des machines à noter, mais des transmetteurs de savoir –mission qui deviendrait désormais anecdotique-, nous refusons de participer à la formalisation de l'organisation d'un BAC factice.

Nous exigeons le rétablissement du bac national par épreuves terminales et anonymes seules garantes de la validité du diplôme de nos élèves et d'une égalité de traitement. Nous exigeons la suppression de la sélection à l'entrée de l'ensemble des filières post-bac, introduites par Parcoursup dont nous demandons aussi la suppression. Ce sont les seules façons de garantir l'égalité d'instruction et d'évaluation pour nos élèves de Paul Valéry si mal traités depuis le début des réformes Blanquer.